

Evolution récente de la conjoncture française

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **54 (1974)**

Heft 4

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-886373>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Evolution récente de la conjoncture française

Dans une conjoncture occidentale déprimée, l'économie française avait connu, jusqu'à l'été 1974, une situation privilégiée du point de vue de l'expansion et de l'emploi. Toutefois, la poursuite d'une forte inflation constituait un élément de préoccupation majeure, ainsi que le déficit de la balance commerciale, lié à la hausse du prix du pétrole.

En septembre-octobre, la situation s'est assez brutalement modifiée et l'économie française est entrée dans une phase conjoncturelle nouvelle, où l'expansion a fait place à la stagnation, voire à une légère baisse de l'activité.

Fin décembre, les perspectives à court terme sont celles d'une conjoncture très déprimée où il est bien difficile de discerner d'éventuels facteurs de reprise.

Certes le *déstockage* des produits de base ou semi-transformés, qui explique la brutalité avec laquelle la conjoncture s'est retournée fin septembre, ne devrait pas se prolonger au-delà des mois d'hiver, mais il est bien difficile de prévoir la durée des autres facteurs de ralentissement de l'activité.

Développement moins soutenu des achats des ménages

Après une vague d'achats à la rentrée des vacances, la *consommation des ménages* progresse de façon beaucoup plus modérée et cette tendance a toutes les chances de se poursuivre.

L'inquiétude du climat général, une progression moins rapide de l'ensemble des revenus réels, une certaine reconstitution de l'épargne paraissent expliquer cette évolution.

On constate également que les particuliers hésitent davantage à s'endetter pour acquérir des logements. Au second trimestre, les livraisons de logements ont bais-

sé par rapport au record atteint au premier trimestre (275 000 contre 300 000). Pour les tout prochains mois, il semble difficile d'éviter la prolongation de cette baisse qui touche peu à peu toutes les professions du bâtiment.

L'investissement productif marque le pas

Le développement des *investissements productifs* qui avait soutenu la conjoncture pendant la première moitié de l'année est aujourd'hui très ralenti.

Les entreprises poursuivent les programmes en cours mais, sauf pour celles qui bénéficient des débouchés ouverts par la crise pétrolière, ne se lancent pas dans des opérations nouvelles dépassant l'amortissement.

Contraction du commerce extérieur

L'*environnement international* est très déprimé — accentuation de la récession américaine, reprise différée de la conjoncture allemande — et les exportations françaises sont en recul.

La réduction des importations a été plus forte que celle des exportations; la tendance décelée depuis le mois de mai à une réduction du déficit de la balance commerciale se trouve donc renforcée.

Ralentissement modéré de la hausse des prix

En France, comme d'ailleurs dans la plupart des pays étrangers, la dépression de la demande, de l'activité et de l'emploi n'entraîne pas un freinage très énergique de l'augmentation des prix et des rémunérations.

Le rythme de la hausse des prix qui avait atteint 17 %

l'an au premier semestre de l'année se situe aujourd'hui aux alentours de 12 % l'an (soit une situation analogue à celle des Etats-Unis). Ce ralentissement est dû principalement à la baisse des prix de quelques matières premières et de quelques prix agricoles, la viande et le vin en particulier.

Politique conjoncturelle

En raison de la gravité du fléchissement conjoncturel et de la détérioration très rapide de la situation de l'emploi, les pouvoirs publics ont assoupli sur deux points le dispositif de lutte contre l'inflation.

Les modifications apportées à la politique de crédit pour positives qu'elles soient ne sauraient avoir dans l'immédiat une grande portée : les taux d'intérêt dépassant les rentabilités, les emprunts se situent à des niveaux relativement faibles.

Plus déterminante est l'augmentation des dépenses

publiques prévues pour les premiers mois de 1975 en liaison avec l'accélération des passations de marchés publics. Cette réduction temporaire de l'excédent budgétaire soutiendra quelque peu la conjoncture, et joueront dans le même sens les effets positifs, bien que limités, des contrats passés avec les pays exportateurs de pétrole.

*
**

La perspective d'une reprise assez prochaine de l'expansion n'est pas aujourd'hui d'actualité. Par contre, on peut penser que la dégradation de la conjoncture arrivera bientôt à son terme : la demande des ménages, tout en étant moins vigoureuse, devrait continuer à se développer au-delà de la phase de déstockage, la passation plus rapide des marchés publics soutiendra quelque peu certaines branches de production, enfin les exportations de biens d'équipement devraient stimuler l'activité des industries concernées.

(D'après la revue « Patronat Français ».)